

LE JOUR

D'ALGERIE**Votre quotidien national**

Quatorzième année - N° 4312 - Lundi 30 octobre 2017 - Prix : 10 DA

Des armes et des munitions saisies à Bordj Badji Mokhtar

L'armée multiplie les opérations antiterroristes

Page 24

L'enveloppe consacrée à l'éducation baisse de 36,7 milliards de dinars Benghebrit qualifie le nouveau budget d'insuffisant

Page 2

Le règne de la nécessité

Par Mohamed Habili

Depuis quelques années déjà, mais de façon plus prononcée depuis le premier retournement pétrolier de 2009, l'Algérie tend à réduire ses dépenses extérieures courantes, mais il aura fallu que le Fonds de régulation des recettes soit épuisé, et que pointe de nouveau à l'horizon le spectre de l'endettement extérieur pour que cet objectif se réalise, avec une rapidité dont finalement on ne l'aurait pas cru capable. Serait-ce la peur de devoir repasser sous les fourches caudines du FMI qui lui a fait accomplir ce tour de force consistant non seulement à résorber le déficit extérieur, mais à réduire dès l'année prochaine de plus de la moitié une facture d'importation qui avait fini par égaler l'ensemble de ses recettes, en attendant de la dépasser ? Cette peur a probablement été le facteur dominant, nourrie qu'elle est par la perspective d'un baril de pétrole relativement bas pour des années encore, sinon pour toujours. On objectera peut-être que cette réduction de moitié n'est pas encore atteinte, qu'il faudra attendre la fin de l'année prochaine pour que la prévision, en forme de défi ou d'engagement, faite récemment par le ministre du Commerce, pour savoir si elle se vérifie ou si elle est démentie par les faits. Mais, à voir la célérité avec laquelle on est déjà passé de plus de 60 milliards de dollars de dépenses à près de 40 milliards, et ce, en deux années seulement, il semble acquis qu'une réduction supplémentaire de 10 milliards soit un pari tenable dès la fin de la troisième.

Suite en page 3

Hocine Necib annonce une nouvelle hausse des tarifs

L'eau plus chère en 2018



Comme si la flambée des prix des produits alimentaires de première nécessité, notamment les fruits et légumes, ne suffisait pas, la facture d'eau sera désormais plus lourde. [Lire page 2](#)

Colloque «Le Front du Nord : des Belges et la guerre d'Algérie 1954-1962»

Djamel Kaouane plaide pour l'entretien de la passerelle mémorielle algéro-belge

Page 4

La galerie «Seen Art»

Karim Meziani expose sa nouvelle collection

Page 13

Hocine Necib annonce une nouvelle hausse des tarifs

L'eau plus chère en 2018

■ Comme si la flambée des prix des produits alimentaires de première nécessité, notamment les fruits et légumes, ne suffisait pas, la facture d'eau sera désormais plus lourde.

Par Meriem Benchaoua

L'année 2018 ne fera, malheureusement, pas exception puisqu'elle sera celle des augmentations tous azimuts. Carburants, électricité, téléphonie... Dès janvier, les Algériens devront déboursier plus pour des produits de consommation courants. Comme si la flambée des prix des produits alimentaires de première nécessité, notamment les fruits et légumes, ne suffisait pas, la facture d'eau sera désormais plus lourde. En effet, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a annoncé la révision à la hausse du tarif de l'eau en 2018. «Une hausse du prix du mètre cube (d'eau) n'est pas exclue dans les mois à venir. Le citoyen doit savoir que ce prix est subventionné par l'Etat pour qu'il soit vendu au citoyen à un prix symbolique qui est de 20 dinars actuellement, mais le coût réel du mètre cube d'eau potable évalué par l'Algérienne des eaux (ADE) est de 60 dinars», a soutenu M. Necib en réponse à une question sur le sujet. Le ministre a saisi cette occasion pour souligner l'ampleur des projets engagés par l'Etat dans le secteur des ressources en eau en vue de satisfaire la demande à travers toutes les communes du pays en matière d'eau potable. Il a rappelé, à ce propos, que le gouvernement allait consacrer, en 2018, une enveloppe de 100 milliards de dinars dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD), dont la priorité absolue est de booster le renouveau rural, par le biais d'une série de projets à engager, notamment l'alimentation en eau potable, a expliqué M. Necib. Ce budget de 100 milliards de dinars est trois fois plus important par rapport aux années pré-



Ph.D. R.

cedentes, a-t-il ajouté, précisant que son département avait déjà entamé les préparatifs pour la prise en charge des 22 wilayas du pays souffrant de perturbations dans l'alimentation en eau potable. «Il n'y a pas de crise en matière d'eau potable en Algérie, mais on peut parler de perturbations dans l'alimentation», a tenu à nuancer le ministre, précisant qu'il est vrai que 22 wilayas à travers le pays connaissent ce problème. Nous avons déjà entamé le travail pour prendre en charge leur préoccupation en matière d'alimentation et ce, avant l'été 2018». Pour la wilaya de Bouira, M. Necib a affirmé que les efforts se poursuivaient de façon à combler toutes les

carences et assurer une alimentation régulière et quotidienne pour toutes les communes avant l'été 2018. «Ceci est notre défi, mais il y a aussi la gestion qui doit être adaptée aux nouvelles technologies afin de rationaliser la consommation et d'éviter le gaspillage de ce produit vital», a-t-il insisté par ailleurs. «Les barrages sont actuellement dotés de ce système (nouvelles technologies) qui nous permet de savoir à distance le volume emmagasiné au niveau national et prévenir toute éventuelle crise ou menace de manque d'eau et prendre ainsi les mesures nécessaires», a-t-il fait savoir. Le ministre a mis l'accent sur la nécessité de faire bénéficier les agglomérations secondaires et rurales du passage des grands transferts des

eaux des deux barrages Koudiet Acerdoune et celui de Tilesdit. «Dans tout passage des grands transferts, il faut redéployer la ressource en eau vers les agglomérations secondaires et rurales notamment», a-t-il insisté. Au sujet du manque de la pluviométrie enregistrée ces dernières années, le ministre s'est dit confiant quant à la quantité de la ressource en eau dont disposait l'Algérie, surtout la wilaya de Bouira avec ces deux grands barrages (Tilesdit et Koudiet Acerdoune), tout en précisant que le taux de remplissage de ces barrages au niveau national était de l'ordre de 51%, pourcentage qu'il jugeait «considérable pouvant nous mettre à l'abri de toute crise». Pour soulager le

barrage de Koudiet Acerdoune qui alimente actuellement les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou, Médéa, M'sila et Bouira, M. Necib a annoncé la réalisation prochaine d'une station de dessalement de l'eau de mer à Zéralda (ouest d'Alger). «Avec cette future station, nous allons soulager Koudiet Acerdoune qui connaît une forte demande en matière d'eau potable», a-t-il expliqué. Par ailleurs, le ministre a appelé à confier la gestion de l'eau potable à travers les communes du pays à l'Algérienne des eaux (ADE). Le nombre de communes concernées par cette démarche est de 567 dont huit à Bouira, a détaillé M. Necib.

M. B.

L'enveloppe consacrée à l'éducation baisse de 36,7 milliards de dinars

Benghebrit qualifie le nouveau budget d'insuffisant

Les affectations allouées au ministère de l'Education nationale, dans le cadre du budget de fonctionnement de l'année 2018, s'élèvent à 709,5 milliards de dinars, soit une baisse de -36,7 milliards de dinars par rapport à l'année passée, a fait savoir Benghebrit, qualifiant cette somme de considérable mais pas suffisante pour garantir une éducation de qualité. En effet, intervenant devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale, dans le cadre des débats sur le budget consacré à son secteur au titre de la loi de finances 2018, en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khawa et du président de la commission, Toufik Torech, Benghebrit a qualifié cette nouvelle somme de considérable mais pas suffisante pour garantir une éducation de qualité. La ministre a expliqué que cette réduction du budget de son secteur prévue dans le projet de loi de finances 2018 au titre du prochain exercice, s'inscrivait dans le cadre de l'orientation de l'Etat depuis

2015 pour la rationalisation des dépenses publiques, soulignant qu'en matière de dépenses son secteur focalisait sur la formation et les ressources humaines. Elle précise que le financement de l'éducation est assuré depuis toujours par l'Etat, ce qui reflète la volonté politique de couvrir la demande à travers la consécration des deux principes constitutionnels, à savoir l'équité et l'égalité des chances pour les enfants algériens sur tout le territoire national. Poursuivant sur le budget consacré à son secteur, la ministre a souligné que 91,13% de ce budget étaient consacrés aux salaires, tandis que 8,86% couvrent les autres dépenses, à l'instar des aides destinées aux activités éducatives, culturelles et sociales, soutenant que 15,8 milliards de dinars étaient affectés aux opérations de soutien à la scolarisation et 15,5 milliards de dinars aux œuvres sociales. Benghebrit a, par ailleurs, indiqué que le budget d'équipement alloué au secteur a connu une baisse depuis 2012. Derrière cette baisse figurent des causes qu'elle a

qualifiées d'objectives, dues essentiellement au retard accusé dans la réalisation des projets, en raison du manque de main-d'œuvre et d'assiettes foncières, en particulier. Le budget d'équipement inscrit au titre du PLF 2018 est estimé à 22,8 milliards DA, dont 16,7 milliards DA alloués au nouveau programme et 6 milliards DA à la réévaluation. Quant aux infrastructures de base, le budget d'équipement pour l'année prochaine 2018 comprend des opérations portant sur l'étude et le suivi de réalisation de 27 lycées, 73 cantines, 50 établissements au régime de demi-pension, 5 établissements au régime d'internat et 83 unités de dépistage et de suivi. Dans ce cadre, la ministre a rappelé la décision du président de la République concernant le dégel de l'ensemble des projets du secteur de l'Education. Une décision saluée par la Commission, qui intervient, ajoute M^{me} Benghebrit, après deux autres décisions s'inscrivant dans le même sens. La première en décembre 2016 porte sur le dégel

de 120 opérations concernant 81 écoles primaires, 41 CEM et 23 lycées. Quant à la 2^e décision de juillet 2017, elle porte sur le dégel de projets de réalisation de 42 écoles primaires dans les wilayas frontalières. La ministre a, en outre, abordé la stratégie du secteur qui consiste en la mise en œuvre de la réforme du système éducatif en vue d'assurer une école de qualité qui consolide l'équité et la citoyenneté et de faire du professionnalisme et de la formation un pilier de la politique du secteur. De leur côté, les membres de la Commission du budget ont évoqué plusieurs questions liées au secteur, notamment celles de l'identité, les méthodes d'enseignement ainsi que l'anarchie qu'avait connue l'opération de distribution de livres scolaires au début de l'année, et autres questions liées à la formation, le recrutement, l'enseignement de la langue amazighe, la feuille de route scolaire, la surcharge des classes, la violence et la cantine scolaire.

Thininene Khouchi

Campagne électorale

Un premier jour sur fond d'indifférence

■ Si dans les rues le placardage des listes de candidats briguant les sièges APW/APC se fait encore timide en ce premier jour de campagne électorale en prévision du double scrutin du 23 novembre, il n'en est pas de même sur les réseaux sociaux où de nombreux partis à l'instar du FLN, RND, MPA, FFS, RCD et du front El Moustaqbal ont enflammé la toile de portraits de leurs candidats.

Par Lynda Naili

Ceci étant constaté, il reste que les citoyens ont vaqué, dans l'indifférence la plus totale, à leurs occupations en attendant qu'ils soient «peut-être plus accrochés les prochains jours en fonction de la qualité des prestations des différents partis», se sont-ils accordés à relever.

En effet, si l'ambiance électorale bat son plein au sein des directions de campagne des cinquante et un partis et autres formations politiques engagés dans la course aux APW/APC où cadres, candidats et militants sont mobilisés pour le coup d'envoi de leur campagne électorale, la rue, elle, semble tout à fait en déconnexion de cette effervescence partisane, non pas que les électeurs ignorent ce rendez-vous électoral, mais «au vu des expériences et déceptions précédentes», ils ont choisi, diront-ils, «de rester observateurs de ce qui se fait et dit pour ensuite se décider sur le programme qui répondrait à nos attentes et quel candidat serait le plus à même de mériter notre confiance». Ainsi, même si de prime à bord cette incertitude peut alimenter les craintes d'une abstention aux prochaines élections, il n'en demeure pas moins qu'elle a quelque chose de positif, celle de montrer un comportement de l'électeur algérien qui devient de plus en plus exigeant et considère que désormais et plus que jamais, contexte socio-économique oblige, l'élite politique locale, à travers le profil des candidats proposés, doit faire valoir une compétence managériale réelle tant pour écouter et relater les aspirations de la population que pour proposer des solutions aux préoccupations quotidiennes des citoyens et de la commune, et donc relever le



Ph/E. Soraya/J. A.

défi de la croissance et du développement local. Ce qui s'annonce d'ores et déjà compliqué pour les partis politiques qui, pour draguer le maximum d'électeurs, devront s'abstenir des discours démagogiques, populistes et électoraux versés à l'occasion, pour sortir toutes leurs artileries à même de défendre leur programme, si toutefois véritable programme il y a. Ainsi, nombreux sont les partis politiques, à l'instar du FLN, du TAJ et du FNA, à avoir choisi la capitale pour démarrer leur campagne électorale. Alors que le Mouvement de la société pour la paix (MSP) par exemple a lui choisi Ouargla.

Quoi qu'il en soit, tous appellent à une participation massive à cette échéance électorale. Pour les uns, il s'agit de conforter la position de force sur l'échiquier politique national, pour les autres, c'est pour «opérer le changement pacifique attendu».

A ce propos, outre la période difficile dans laquelle se déroulera ce double scrutin, sur le plan politique, cette nouvelle aventure électorale annonce, pour certains, une nouvelle configuration de force de la scène politique nationale. Et pour cause, outre le poids des partis de l'alliance présidentielle, notamment le FLN et le RND qui effectivement représentent la majorité pesante de listes de candidatures proposées, certains présagent l'émergence «d'une nouvelle carte politique» au lendemain des locales du 23 novembre prochain

La révision annuelle des listes électorales s'achève demain

La révision annuelle des listes électorales, qui a débuté le 2 octobre dernier et devant permettre aux jeunes nouveaux électeurs et aux personnes ayant changé d'adresse d'effectuer

leur inscription dans leur nouvelle commune de résidence, s'achèvera demain, a indiqué, hier, le ministère de l'Intérieur. Dans ce contexte, la même source précise que l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en perspective des élections locales du 23 novembre prochain, ouverte du 30 août au 13 septembre derniers, avait permis, quant à elle, l'enregistrement de 691 727 nouveaux inscrits dont 49 170 ont atteint l'âge de 18 ans, 210 579 ayant changé de lieu de résidence et 412 774 ayant atteint l'âge mais qui n'ont jamais été inscrits. En outre, cette opération a radié 360 291 personnes du fichier national électoral dont 63 725 pour décès, 118 031 personnes qui cumulaient plus d'une inscription, 173 186 personnes suite à un changement de lieu de résidence et 1 278 inscrits qui ont perdu la qualité d'électeur.

L. N.

Début de campagne électorale à Béjaïa

Plutôt calme...

La wilaya de Béjaïa a connu un premier jour de campagne électorale plutôt calme. Hormis le meeting organisé hier par les têtes de listes du FFS à l'APW et l'APC d'Akbou, les autres listes sont aux abonnés absents. Idem pour les sites d'affichage où l'on peut observer deux à trois listes seulement qui ont placardé les portraits de leurs candidats sur les sites consacrés à cet effet. Ainsi, la tête de liste du FFS à l'APC d'Akbou Mustapha Saker, a tant bien que mal tenté de convaincre l'assistance venue l'écouter discourir, lui et la tête de liste du parti à l'APW, Haddadou M'henni, qu'il pourra

trouver une solution à la crise qui secoue l'APC d'Akbou et lancer les centaines de projets ou opérations en souffrance depuis des années à cause de l'intransigeance des élus et les clivages partisans et tribaux existant entre eux. Pour lui, «il faut penser à l'intérêt général et à celui de la commune et ne pas agir de manière clanique comme l'ont fait des élus auparavant». «Peu importe d'où telle ou telle personne est venue, pourvu qu'elle participe à la construction de la commune», a-t-il dit en s'adressant à la foule qui n'a pas hésité à l'interpeller au sujet des blocages que la commune a

vécus durant ces dix dernières années sans que personne n'ait pu les dépasser. Le candidat a exposé sa vision du développement de la commune et la méthode qu'il compte entreprendre pour régler les différents problèmes auxquels est confrontée la ville depuis plusieurs années. «La commune doit unir ses élus qui doivent, selon lui, dépasser les clivages traditionnels et politiques et se projeter sur l'avenir». Son camarade tête de liste à l'APC, M. Haddadou, abonde dans le même sens et égrène les défis qui attendent la wilaya sur le plan du développement et surtout la concrétisation

des projets en souffrance et ceux suspendus. A noter qu'avant-hier le premier secrétaire national du FFS, Mohamed Hadj-Djilani, a demandé, depuis le TRB, «aux candidats et futurs élus d'être sincères envers la population». S'exprimant lors d'un meeting de présentation des candidats du parti, M. Hadj-Djilani a mis l'accent sur la probité et la sincérité dans l'engagement des candidats de son parti aux prochaines joutes électorales du 23 novembre. Il a, ainsi, invité les candidats et futurs élus à «ne pas faire de promesses irréalisables dans le seul but de glaner quelques voix supplémen-

LA QUESTION DU JOUR

Le règne de la nécessité

Suite de la page une

Ainsi donc, à partir de 2016, les dépenses extérieures ont diminué à raison de 10 milliards par an, et sans que l'inflation par la pénurie ne soit de la partie. Dans un seul cas cette troisième tranche de réduction risque de ne pas intervenir : si d'ici là, le prix du baril a retrouvé ses sommets d'avant le dernier retournement, celui de 2014. En cette matière en effet, l'expérience a montré qu'il n'y a que la nécessité qui fasse loi. Tant que les caisses de l'Etat étaient remplies, rien n'avait pu réduire le coût des importations, à croire qu'il était incompressible, qu'il avait en fait déjà échappé à tout contrôle, dépassé au moins potentiellement sa limite en quelque sorte naturelle, qui est le niveau des recettes. Maintenant, on ne peut pas ne pas voir que ce résultat spectaculaire en matière de réduction n'a pas été atteint sans coût politique, sans l'abandon d'un principe auquel les gouvernants ont semblé particulièrement attachés : la liberté du commerce extérieur. C'est cette liberté qui a fait exploser les dépenses extérieures, et c'est le corset des licences d'importation dans lequel son exercice est maintenant enserré qui seul a permis leur importante réduction. On peut tout aussi bien dire que les autorités ont restauré le monopole sur le commerce extérieur, sauf qu'ils ont pris soin de ne pas lui redonner le visage qu'il avait antérieurement à la libération économique. Aujourd'hui, le commerce extérieur n'est plus ce qu'il était, pour l'essentiel l'apanage des entreprises publiques, mais celui d'une foule d'opérateurs privés, qui tout récemment cependant ont perdu le pouvoir d'être seuls maîtres de leurs choix. Ils sont désormais obligés de faire en sorte que ceux-ci entrent dans les plans des autorités, qui fixent les produits et les quantités qu'eux-mêmes peuvent ensuite importer. De sorte que si le commerce extérieur reste privatisé, le fait est qu'il a cessé d'être libre. La première conséquence en est que le marché national n'est plus ouvert aux quatre vents, comme il l'a été notamment depuis 2005, date de l'entrée en vigueur de l'accord d'Association avec l'Union européenne. En fait, cet accord est mort, sauf que personne, ni d'un côté ni de l'autre, ne s'est même donné la peine de l'annoncer. M. H.

taires». Il a convié également les candidats têtes de listes à signer un serment d'engagement pour la réalisation, durant leurs mandats respectifs, des promesses faites pendant la campagne. Analysant la situation actuelle du pays sur le plan politique et économique, il a relevé des similitudes avec les années 90.

Hocine Cherfa

— Colloque «Le Front du Nord : des Belges et la guerre d'Algérie 1954-1962» —

Djamel Kaouane plaide pour l'entretien de la passerelle mémorielle algéro-belge

■ Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a plaidé, hier à Alger, pour un entretien de la «magnifique passerelle mémorielle» liant l'Algérie et la Belgique, exprimant sa reconnaissance aux Belges ayant adopté la cause algérienne durant la guerre de Libération.

Par Slim O.

«Je ne peux qu'adhérer à ce moment de reconnaissance et ne peux qu'appeler à entretenir cette magnifique passerelle mémorielle entre nous, puisse-t-elle donner lieu à tant d'autres liens qui nous rapprochent davantage et créent entre nous la confiance et parmi nous la conscience qui pousse des femmes et des hommes, devant l'injustice et l'horreur, à commettre les plus beaux actes de grandeur», a-t-il déclaré à l'ouverture du colloque international «Le Front du Nord : des Belges et la guerre d'Algérie 1954-1962», organisé à la Bibliothèque nationale d'El-Hamma, à l'initiative de l'ambassade de Belgique en Algérie. «Ces femmes et ces hommes qui avaient alors su voir dans le sursaut algérien l'une des causes les plus nobles de la modernité ont eu le courage de se délester de leurs œillères euro-centristes pour s'inscrire, et de quelle manière, dans ces pages d'histoire que le peuple algérien a écrites», a-t-il ajouté. Pour sa part, le ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni, a mis en évidence la nécessité de



donner à la mémoire commune des peuples amis, algérien et belge, l'importance et le prestige qu'ils méritent et qui correspond à leurs rangs dans le cadre des principes et des exigences de la coopération pour le bénéfice des deux peuples. Formulant le sou-

hait de voir le colloque contribuer à documenter la participation et la contribution des Belges à la révolution de Novembre 1954, M. Zitouni a soutenu que ceux qui ont lutté aux côtés des Algériens ont donné à leur lutte une dimension morale vertueuse

aux valeurs idéales et universelles de la guerre d'Algérie. De son côté, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a formulé le souhait de promouvoir des relations culturelles bilatérales fortes et exemplaires entre l'Algérie et la Belgique, notam-

ment dans le cinéma, car, ajoute le ministre, «la Belgique demeure un pays leader dans la formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel et elle est en mesure de nous accompagner dans la renaissance et la promotion du cinéma algérien à travers ses formateurs et ses experts». Le discours inaugural du colloque a été prononcé par l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Pierre Gillon, en présence de maître Ali Haroun, ancien ministre et ancien responsable au sein de la fédération de France du Front de libération nationale (FLN). Etaient également présents, le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections, Abdelwahab Derbal, l'ancien archevêque d'Alger, Mgr Henri Tessier et l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt. Une exposition de livres d'histoire et de photos en relation avec le thème du colloque a été organisée à la même occasion par le Centre national des études et recherche sur le mouvement national et la Révolution du 1^{er} Novembre 1954. S. O./APS

Alger Smart City

Réception début 2018 du premier grand fablab au profit des start-up

Un premier grand fablab (atelier de fabrication numérique) répondant aux normes internationales, destiné aux start-up et aux étudiants porteurs de solutions innovantes, sera réceptionné début 2018 au niveau de deux locaux situés près des voûtes d'Alger, a-t-on appris auprès de la wilaya d'Alger. Un fablab est un laboratoire de fabrication mettant à la disposition des étudiants porteurs de solutions innovantes, un arsenal de machines et d'outils pour la conception et la réalisation de prototypes (passer du concept au prototype). «Réalisé par l'institut Haba (P Haba détient plus de 1 000 brevets d'invention aux Etats-Unis) dans le cadre du projet

Alger Smart City, le premier grand fablab ouvrira prochainement ses portes dans la capitale et permettra aux jeunes inventeurs qui seront accompagnés par des experts, de mettre au point leurs prototypes en utilisant gratuitement des machines et des outils numériques de haute technologie disponibles dans ce fablab», a précisé à l'APS la responsable du projet «Alger Smart City», Fatiha Slimani. «Le fablab permet aussi aux start-up de réduire considérablement la durée et les coûts de développement conceptuel du prototype et la mise au point du produit pour un éventuel lancement sur le marché», a expliqué la responsable. Elle a rappelé que la wilaya d'Alger

de par son projet Alger Smart City avait décidé que la participation des start-up développées par de jeunes talents (valeurs locales) sera «hautement prioritaire afin de leur offrir une opportunité pour faire valoir leurs savoir-faire et les inciter ainsi à rester au pays et de ne pas aller voir sous d'autres cieux». «L'intégration des start-up locales créées par de jeunes étudiants ayant développé des solutions innovantes dans le projet Alger Smart ville sera hautement bénéfique pour les investisseurs éventuels, leur permettant d'acheter un produit local innovant sans avoir recours à l'étranger en dépensant des devises», a souligné M^{me} Slimani. Selon la respon-

sable, pour permettre aux start-up locales de se développer rapidement, la wilaya d'Alger a encouragé l'installation d'incubateurs (endroit où se développent les start-up encadrées par des experts multidisciplinaires) ainsi que des accélérateurs qui se chargent de mettre les start-up en relation avec l'opérateur économique (potentiel acheteur de la solution technologique innovatrice développée par la start-up) afin de conclure des contrats. «La wilaya d'Alger ne finance pas ces start-up mais les aide à trouver l'opérateur économique (potentiel client) pour l'achat de cette solution», a-t-elle tenu à préciser.

Hania G.

Séminaire de formation à Illizi

La bonne gouvernance dans la gestion des lycées sous diagnostic

La bonne gouvernance dans la gestion des établissements scolaires a été au centre d'un séminaire de formation ayant regroupé, dimanche à Illizi, les proviseurs de lycées de la wilaya. La rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du programme du ministre de l'Education nationale (MEN) portant initiation à la notion de bonne gouvernance dans la gestion des établissements scolaires, vise à promouvoir leur fonctionnement et la

création de nouveaux mécanismes de gestion devant influencer positivement sur la rentabilité des établissements à tous les niveaux, a indiqué l'inspecteur de l'administration des lycées au MEN, Mimoun Bougherari. Le séminaire, qu'abrite durant deux jours le lycée «M'barek-El-Mili», porte sur des thèmes liés à la gestion de l'établissement scolaire, les qualités du chef d'établissement, l'organisation pédagogique, les litiges et conflits au

sein des établissements, ainsi qu'une démonstration sur l'élabo- ration des emplois du temps, a-t-on fait savoir. Les participants ont soulevé une série de questions et de préoccupations concernant la gestion, l'examen de certaines contraintes afférentes à l'élaboration des emplois du temps, ainsi que les voies d'une meilleure gestion des établissements pour contribuer à la promotion de l'enseignement et répondre aux

attentes du système éducatif dans la wilaya d'Illizi. La rencontre s'assigne comme objectifs la promotion de la mission des établissements, le traitement de certaines lacunes relevées dans les horaires d'enseignement, le renforcement du système de la formation continue des chefs d'établissement et leur dotation en méthodes modernes susceptibles de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Ce

regroupement sera mis à profit par les participants pour échanger les expériences, notamment pour ceux nouvellement promus, leur permettant de puiser de l'expérience de leurs pairs cumulée sur plusieurs années. La wilaya d'Illizi dispose de huit lycées, avec un établissement pour chaque commune, hormis celles d'Illizi et de Djanet qui en comptent chacune deux lycées et d'un autre en cours de réalisation. L. N.

Importations

Hausse de la facture des produits alimentaires et baisse de celle des médicaments



RHO/R

interdits à l'instar des graines de tournesol dont les importations sont de 25 millions de dollars/an, la mayonnaise (20 millions de dollars) et le chewing-gum (25 millions de dollars).

S. K./APS

■ La facture d'importation du groupe des produits alimentaires a augmenté à 6,5 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de l'année en cours (contre 6,11 milliards de dollars durant la même période de 2016), soit une hausse de 6,4%, tandis que celle des médicaments a connu une baisse de 5,01%, selon les Douanes.

Par Salem K.

Cependant, sur l'ensemble du groupe des produits alimentaires, seules les importations des céréales et des viandes ont enregistré une baisse quoique légère. Ainsi, les céréales (blé dur, tendre...), semoule et farine ont été importés pour un montant de 2,11 milliards de dollars contre 2,13 milliards de dollars, en baisse de 0,72%. Pour ce qui concerne les laits et produits laitiers, la facture a bondi à 1,15 milliard de dollars entre début janvier et fin septembre 2017, contre 727,5 millions de dollars durant la même période de l'année dernière, en hausse de 58,23%, détaille le Centre national de l'information et des statistiques des douanes (Cnis). Une même tendance haussière est constatée pour les sucres et sucreries dont les importations se sont chiffrées à 827,96 millions de dollars contre 678,34 millions de dollars, soit une augmentation de 22,06%. Quant à

la facture d'importation du café et thé, elle a atteint 323,54 millions de dollars contre 297,22 millions de dollars (+8,86%). Pour les légumes secs et autres, ils ont été importés pour un montant de 264,34 millions de dollars contre 206,91 millions de dollars (+27,8%). Par contre, les viandes ont été importées pour 168,23 millions de dollars contre 185,24 millions de dollars sur la même période de 2016, soit une diminution de 9,2%. Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont grimpé à 612,2 millions de dollars contre 540 millions de dollars, en hausse de 13,4%. Ainsi, la facture globale du groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire a coûté 7,11 milliards de dollars sur les 9 premiers mois de 2017 (contre 6,64 milliards de dollars sur la même période de 2016). Par ailleurs, la facture d'importation

des médicaments a reculé en passant à 1,42 milliard de dollars contre 1,49 milliard de dollars, en baisse de 5,01%. Pour rappel, le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, a annoncé récemment que son département ministériel entend réduire les importations du pays à 41 milliards de dollars à la fin 2017 et à 30 milliards de dollars en 2018, et ce, pour préserver les réserves de change et protéger la production nationale. Selon le ministre, l'importation de certains produits sera suspendue totalement et définitivement. Le projet de loi de finances 2018, en cours d'examen par l'APN, propose un support juridique pour l'application de droits douaniers sur 32 produits ainsi que la Taxe interne sur la consommation (TIC) sur d'autres produits. Une vingtaine de produits représentés à elle seule 51% de la facture globale des importations, a estimé M. Benmeradi qui a affirmé que certains produits non essentiels qui alourdissent cette facture seront

Pétrole

Le baril de Brent franchit la barre des 60 dollars

Les cours du pétrole grimpaient hier, la référence européenne atteignant même ses plus hauts en plus de deux ans alors que les efforts de l'Opep laissent espérer aux marchés un resserrement de l'offre mondiale. La hausse se poursuit. Les cours du pétrole grimpaient vendredi, la référence européenne atteignant même ses plus hauts en plus de deux ans alors que les efforts de l'Opep laissent espérer aux marchés un resserrement de l'offre mondiale. Vers 16h25 GMT (18h25 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 60,25 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 95 cents par rapport à la clôture de

jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance prenait 1,09 dollar à 53,73 dollars. Le Brent a atteint 60,53 dollars vers 16h00 GMT, son plus haut niveau depuis juillet 2015, tandis que le WTI a touché 53,93 dollars vers 15h15 GMT, son plus haut depuis sept mois.

Vers une poursuite de l'accord de Vienne

«Les marchés continuent de tirer leur optimisme des commentaires de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui pourrait poursuivre l'accord de baisse de production jusqu'à fin 2018», a

jugé David Madden, analyste chez CMC Markets. Le prince saoudien Mohammed ben Salmane a affirmé jeudi que son pays soutenait la proposition d'un renouvellement de l'accord à cette date, alors que l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, se sont pour l'instant engagés jusqu'à fin mars 2018. Mais le prince «ne faisait que confirmer ce qui avait déjà été dit par son ministre de l'Energie deux jours plus tôt», ont réagi les analystes de Commerzbank. Par ailleurs, les marchés semblent désormais opter pour une lecture positive des données hebdomadaires du Département américain de l'Energie (DoE) publiées mercredi. «Les réserves d'essence des Etats-Unis ont reculé plus que

prévu, après quatre semaines de hausse. Les stocks sont désormais moins élevés qu'en 2015 et en 2016 à la même période. En revanche, les réserves de brut augmentent et la production rebondit très vite, après avoir été perturbée par les ouragans cet été», ont commenté les analystes de Capital Economics. Dans ce contexte, les investisseurs regarderont attentivement les prochaines données sur le marché américain, publiées par l'entreprise Baker Hughes après la clôture américaine. «Le décompte des puits actifs de Baker Hughes donnera un nouvel indice sur l'état du marché mondial», a commenté Sam Sinclair, analyste chez Inenco.

A. O./Agences

Commerce Ankara veut relancer l'ancienne Route de la soie avec la Chine

LA TURQUIE a fait part de son intention de joindre ses efforts à ceux de la Chine pour relancer l'ancienne Route de la soie, qui liait les deux continents Europe et Asie, a rapporté l'agence de presse officielle Anadolu. «La Chine est un pays important à tous égards, c'est un pays avec lequel nous voulons développer les relations et relancer ensemble la Route de la soie historique», a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, dans la ville de Sanliurfa, dans le sud-est de la Turquie. Ce projet, a-t-il expliqué, «comprend de nombreux domaines – l'économie, la sécurité et d'autres». La Turquie a convenu d'aligner son projet «Couloir du Millieu» avec l'initiative chinoise «la Ceinture et la Route», ou la Ceinture économique de la Route de la soie et la Route de la soie maritime du XXI^e siècle, qui vise à construire un réseau commercial et d'infrastructure reliant l'Asie à l'Europe et l'Afrique.

APS

Emirats arabes unis Lancement de la première zone franche dédiée à la vente en ligne

LES EMIRATS arabes unis ont lancé la première zone franche dédiée à la vente en ligne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, a rapporté l'agence de presse publique WAM. Dubai CommerCity, d'une valeur de 2,7 milliards de dirhams (735,7 millions de dollars), est une zone qui se situe sur un espace de 195 096 mètres carrés, à proximité de l'aéroport international de Dubai et des principaux axes routiers locaux et nationaux, selon la même source. Par ce projet, les Emirats arabes unis veulent faire de Dubai une «plateforme de premier plan pour la vente en ligne internationale et de soutien à la diversification de l'économie ainsi que les stratégies de transformation intelligentes», précise l'agence. La zone franche accélérera également la croissance du marché de la vente en ligne, qui devrait atteindre 20 milliards de dollars en 2020 dans les pays du golfe Persique, a-t-on estimé.

R. E.

Mila/ Alimentation en eau potable

Mobilisation de 5 milliards DA pour des communes montagneuses

■ Une enveloppe financière de 5 milliards de dinars a été réservée pour la réalisation des travaux de raccordement des communes montagneuses nord de la wilaya de Mila au réseau d'alimentation en eau potable (AEP) à partir du barrage de Beni Haroun, selon les déclarations faites par le wali, Ahmed Zine Ahmouda.



Ph. > D. R.

Par Ahlem N.

Les autorités publiques s'engagent à l'inscription, dans le cadre de la loi de finance 2018, du projet d'alimentation en eau potable de ces communes, a fait savoir le même responsable au cours d'une visite de travail dans les communes de la daïra de Terai Beinen. Le chef de l'exécutif local qui inspectait l'avance-

ment des travaux de renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable de la commune Amira Aras a indiqué que le déficit en matière d'AEP que vivent ces communes était «inconcevable» d'autant, a-t-il soutenu que ces collectivités sont situées non loin du «plus grand ouvrage hydraulique de l'Algérie». Cette décision permettra, a ajouté le même responsable, «de répondre aux besoins des habi-

tants dans ce domaine précis», et ce, en dépit, a-t-il détaillé, «de la conjoncture financière actuelle». Les habitants des communes Terai Baynane, Amira Aras et Tasssala Lematai, relevant de la daïra de Terai Beinen, sont actuellement alimentés en eau potable une fois tous les quinze jours, selon le directeur local des ressources en eau, Idris Boukhari. En attendant la concrétisation sur le terrain de

cette importante décision prise à l'échelle centrale, le wali a indiqué que ces communes ont bénéficié d'une nouvelle subvention dans le cadre du Fonds national de l'eau (FNE) d'une valeur de 100 millions de dinars pour la réalisation de forages afin d'atténuer le déficit enregistré en la matière. Trois communes situées à l'ouest de la wilaya de Mila bénéficieront cette année d'une étude tech-

nique en vue de leur raccordement au barrage Tablout (Jijel), a indiqué le même responsable, soulignant que cette étude sera supervisée par l'Agence nationale des barrages et transferts (Anbt).

A. N./APS

Bordj Bou-Arréridj Des mesures pour booster l'investissement

PLUSIEURS mesures visant l'encouragement de l'investissement dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj ont été prises par les autorités locales, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Au cours d'une rencontre avec les investisseurs de la zone industrielle «Mechtat Fatma», le wali, Salah El Afani, a donné des instructions pour accompagner sur le terrain les investisseurs, bannir les contraintes administratives rencontrées et l'établissement d'un plan de travail pour permettre la concrétisation des projets d'investissement dans les délais impartis. Mettant en garde contre toutes tentatives de trafic, le chef de l'exécutif a affirmé que les services de la wilaya s'emploient à attribuer le foncier industriel aux «véritables» investisseurs. Dans ce sens, la même source a indiqué que près de 121 mises en demeure ont été notifiées aux investisseurs dont les projets n'ont pas été lancés et qu'un délai «d'une semaine» leur a été accordé pour actualiser leurs dossiers auprès de la direction de l'industrie et des mines et régulariser leurs situations avant l'annulation de l'attribution. Les services concernés ont récupéré, l'année dernière, près de 5,6 hectares de foncier industriel non exploité, a rappelé la même source. Le chef de l'exécutif local a appelé les investisseurs de cette zone industrielle à se rapprocher des services de la Sonelgaz et de l'Algérienne des eaux (ADE) pour accélérer les travaux de raccordement des entités industrielles aux réseaux d'énergie électrique et d'eau. La wilaya de Bordj Bou-Arréridj dispose de trois zones industrielles, à savoir, Mechtat Fatma dans la commune d'El Hammadia s'étendant sur 382 ha, Remail à Ras El Ouad totalisant 134 ha et Essafiya dans la commune d'El Yachir sur une surface de 380 ha, en plus de zones d'activités dans les communes d'El Ach (189 ha), El Mansourah (160 ha) et Medjana sur 79 ha, a-t-on rappelé.

R. R.

Constantine

Acquisition de quatre ponts bascules mobiles pour le pesage de véhicules

Quatre ponts bascules mobiles destinés au contrôle du poids des véhicules circulant sur le réseau routier de la wilaya de Constantine ont été récemment acquis par l'EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial) de wilaya d'entretien de la voirie et de l'éclairage public, Voirep, a-t-on appris auprès de la directrice générale de cette entreprise. Ces équipements de dernière génération, homologués par l'Office national de métrologie légale (ONML), sont dotés d'un système wifi intégré permettant le transfert des résultats de pesage de la plateforme vers l'indicateur du poste de pesage, a précisé Karima Benmati, détaillant qu'une formation théorique et pra-

tique d'une durée d'un mois, assurée par des ingénieurs de l'Epic Voirep, vient d'être lancée au profit des éléments de la Gendarmerie et de la police nationales pour l'apprentissage des bases essentielles d'utilisation de ces peses essieux mobiles. La même source a fait remarquer que ces ponts bascules mobiles seront opérationnels «juste après la clôture de la session de formation», ajoutant qu'une campagne de sensibilisation à travers les médias locaux et sur les routes de la wilaya de Constantine «sera lancée prochainement avec la participation de tous les intervenants». M^{me} Benmati a également ajouté que l'opération de pesage, qui va être lancée sur tous les axes routiers et autoroutiers

de la wilaya, vise essentiellement à éliminer la surcharge, une des causes des accidents de la circulation et de la dégradation des routes. Qualifiant cette opération «d'importante à grand impact socio-économique», M^{me} Benmati a ajouté que le principal objectif visé est «de réduire le nombre alarmant des accidents, de préserver le patrimoine routier et de diminuer le coût des opérations d'entretien de la voirie». Dans les détails, la directrice générale de Voirep a indiqué que les véhicules dont la charge dépasse le poids autorisé de 20% accélèrent le vieillissement et l'usure des chaussées qui dureront «deux fois moins longtemps».

Saïd F.

Batna / Ichmoul, Theniet El Abed et Tighergar

Électrification rurale et raccordement au gaz au profit de 548 familles

Une opération d'électrification rurale et de raccordement au gaz naturel au profit de 548 familles habitant les communes d'Ichemoul, Theniet Labeled et Tighergar, dans la wilaya de Batna, a été lancée dans une ambiance joyeuse. Selon les explications données au wali, Abdelkhalek Sayouda, les projets enregistrés dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014 ont été concrétisés sur la base d'un financement de la wilaya. S'agissant du réseau d'électrification rurale, il a été

procédé à l'alimentation de 382 familles en cette énergie vitale, dont 20 maisons situées au centre de la commune de Tighergar jouxtant la wilaya de Biskra, 52 autres maisons au niveau de la mechta Taghaght Quezana dans la commune de Theniet El Abed, en sus de 310 foyers dans le village de Lahrig dépendant de la commune d'Ichemoul. Selon le directeur de l'énergie de la wilaya, Allaoua Djari, le raccordement au gaz naturel a, quant à lui, concerné le village historique de Meloudja

(commune d'Ichemoul) au profit de 166 familles d'une valeur globale de 43 millions de dinars à raison de 260 000 dinars le branchement. Le wali de Batna a promis, à l'occasion, aux habitants de cette région connue pour la rudesse de son climat, de prendre en considération le raccordement de la mechta enclavée de Tekensoua (commune d'Ichemoul) au réseau d'électrification rurale pour mettre fin aux souffrances des habitants de cette mechta dépourvue de cette énergie vitale. Il a ainsi été procé-

dé à l'électrification rurale et le raccordement au gaz naturel de cette partie de la wilaya, réputée pour ses reliefs montagneux accidentés, au cours de cette visite aux communes de Larbaâ, Bouzina, Tighergar, Menaâ, Chir, Theniet El Abed, Arris, Ichemoul et Foug Toub. D'autres projets de développement ont été au menu de la visite de travail et d'inspection du wali de Batna, notamment ceux relevant des secteurs de la santé, des travaux publics et de la jeunesse et des sports.

F. L./APS



Premier anniversaire du «Hirak»

Les autorités marocaines interdisent les manifestations au Rif

■ Les autorités marocaines ont interdit l'organisation de manifestations dans les rues d'Al-Hoceima (nord du Maroc), à l'occasion du premier anniversaire du mouvement de contestation «Hirak» dans la région du Rif, suite au décès de Mohcine Fikri, un vendeur de poissons, mort broyé dans une benne à ordures à El Hoceima en octobre 2016 alors qu'il tentait de récupérer sa marchandise saisie par la police.



Par Lamine H.

Suite à plusieurs invitations sur les réseaux sociaux appelant à l'organisation de manifestations, les autorités ont interdit toute manifestation pour deux jours à compter du vendredi. Plusieurs partis politiques et organisations civiles au Maroc ont appelé à l'organisation d'actions à travers toutes les villes marocaines, les samedi et dimanche, en solidarité avec les prisonniers du «Hirak» à Al-Hoceima et de «la révolte de la soif» à Zakoura et pour appeler à leur libération et mettre à nu les crimes commis à l'encontre des enfants de ces régions lors de leurs manifestations «contre la souffrance et la marginalisation». Une année après le début du mouvement de protestation, rien n'a changé au Rif pour les observateurs qui déplorent les

quelques 400 arrestations. Pour l'ancienne députée sous l'étiquette du Parti de la justice et du développement, Souad Chikhi, le «Hirak», soulèvement déclenché à Al-Hoceima contre «la marginalisation économique, politique et historique» de la région, n'a pas donné de résultats, soulignant que des centaines de militants se trouvaient toujours sous les verrous. Les autorités marocaines n'ont pas pris en charge les revendications principales des manifestants, notamment en matière d'emploi, de santé, d'éducation et l'ouverture d'une enquête sur la mort de Mohcine Fikri et d'autres personnes durant les manifestations du 20 février, a-t-elle ajouté. Elle a exigé l'annulation de tous les chefs d'accusation à l'encontre des prisonniers du Hirak et leur libération.

Un rassemblement à

Paris interpelle la communauté internationale

Un rassemblement à la place de la Bastille, dans la capitale française, a regroupé samedi après-midi plusieurs personnes qui ont appelé la communauté internationale à prendre ses responsabilités face à la situation «répressive» dans la région du Rif au nord du Maroc et dénoncer le pouvoir marocain. «Nous appelons la communauté internationale à ce qu'elle prenne ses responsabilités face à la situation répressive dans le Rif et aux sorts des détenus politiques», ont souligné les animateurs de ce meeting dans un document distribué sur place. Organisé par le Comité de soutien au mouvement rifain d'Ile-de-France (CSMR-IDF), les participants à cette manifestation, des Marocains, ont scandé plusieurs slogans, dont «Pouvoir assas-

sin», «le Makhzen dehors», avant de se diriger vers la place de la République. Les manifestants, surveillés discrètement par les services de police, ont rappelé que depuis l'assassinat de Mohcine Fikri, il y a un an, des centaines de milliers de Rifains manifestent pacifiquement dans toutes les villes et villages du Rif, soulignant que le l'Etat marocain «fait la sourde oreille et refuse de négocier avec les représentants du Hirak». «Pire, ont-ils affirmé, le Makhzen a noyé la région du Rif par des dizaines de milliers de policiers et militaires pour réprimer ce mouvement populaire civique et pacifiste», indiquant que le pouvoir marocain a arrêté et mis en prison «plus de 400 personnes, dont les leaders du Hirak». «Toutes les villes et villages du Rif sont militairement quadrillés, des milliers de personnes convoquées par la police, intimidées et maltraitées, dont le seul objectif est d'arrêter le soulèvement populaire», ont-ils ajouté. Les participants à cette manifestation, qui a regroupé des hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, ont exigé un nouveau procès «crédible et sérieux» pour mettre au jour «la vérité sur l'assassinat de Mohcine Fikri et punir les vrais responsables de ce crime». Mohcine Fikri, vendeur de poissons, fut arrêté par la police le 28 octobre 2016, rappelle-t-on, et mourut tragiquement broyé par une benne à ordures en voulant s'opposer à la destruction de sa marchandise par la police. Sa mort a déclenché depuis un mouvement populaire de contestation (Hirak) réprimé par le pouvoir marocain. Ils ont également réaffirmé «l'unanimité de toutes

les composantes du peuple rifain» autour des exigences du mouvement Hirak «qui ne peut en aucun cas faire l'objet de négociation, de surenchères et de concession», condamnant l'approche sécuritaire et répressive dans le Rif, «une stratégie qui a échoué». Ils ont rappelé à cet effet les revendications politico-socio-économiques du Hirak, dont notamment la levée du blocus économique dont fait l'objet le Rif depuis 60 ans et la lutte contre la corruption «généralisée» qui entrave le développement de cette région.

L. H./APS

Mauritanie-CEDEAO Des accords de coopération et de partenariat signés à Nouakchott

LA MAURITANIE et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont signé, au terme des travaux du Conseil de partenariat, deux accords de coopération et de partenariat dans les domaines des exportations et du transport aérien. Le premier accord porte sur l'exportation de produits mauritaniens vers les 15 pays de la Cedeao à compter de janvier 2019 et le deuxième accord est relatif à la libre circulation dans le domaine de l'aviation. Les experts des deux parties se sont penchés sur l'examen d'une feuille de route en matière de coopération technique et de facilitation des échanges commerciaux et économique, outre l'adaptation du système douanier à la législation en vigueur dans les pays de la Cedeao. Dans une déclaration à la presse, le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de la Cedeao, s'est félicité du bon déroulement des travaux du Conseil de partenariat bilatéral, appelant la Mauritanie à la célérité pour retrouver la place qui est sienne au sein de la Cedeao. La Mauritanie, qui s'était retirée de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest en 2000, avait signé en mai dernier un accord d'association avec la Cedeao. Lors des travaux du Conseil, le ministre mauritanien des Affaires étrangères, Isselkou Ould Ahmed Izidibih, a souligné la volonté des deux pays à conférer à leur coopération un caractère exemplaire. R. M.

Sommet UA-UE d'Abidjan

Participation confirmée de la RASD

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) sera présente au Sommet UA-UE prévu fin novembre à Abidjan (Côte d'Ivoire), et ce, après avoir reçu une invitation de la part du bureau du président de l'UA à l'instar de tous les pays membres, a indiqué un communiqué du ministère sahraoui de l'Information. «La RASD a reçu une correspondance le 27 octobre de la part de la Commission de l'UA (bureau du président), à la lumière d'une note de la Côte d'Ivoire invitant tous les Etats membres de l'UA, sans exception, à participer au 5^e Sommet participatif qu'abritera Abidjan les 29 et 30 novembre 2017, et ce, conformément à la décision du Conseil exécutif (Conseil des ministres des affaires étrangères) prise lors de la tenue de sa session extraordinaire le 16 octobre en cours à Adis-Abeba», précise le communiqué. «La Côte d'Ivoire, pays organisateur, assurera la participation de tous les Etats et prendra toutes les mesures néces-

saires au bon déroulement des travaux de ce sommet», précise la correspondance. «La RASD saisit l'occasion pour féliciter l'UA et l'ensemble des peuples africains et réaffirme son entière conviction que le sommet sera couronné de succès et offrira l'opportunité de renforcer la coopération entre l'UA et l'UE», souligne el communiqué. La RASD estime qu'«avec sa clairvoyance et la sagesse de ses dirigeants, l'UA représente désormais un partenaire respecté par les peuples africains et dans ses relations avec les partenaires étrangers», ajoute la même source. L'UE et l'UA se sont accordées sur la «relabellisation» du prochain sommet entre Européens et Africains. Elles ont adopté la dénomination «Sommet UA-UE», connu auparavant sous l'appellation «Sommet UE-Afrique». Cette convergence entre l'institution panafricaine et l'institution européenne vient ainsi mettre en échec les manœuvres et les pressions exercées par le Maroc sur l'institution euro-

péenne directement, ou par le biais de pays européens qui lui sont favorables, afin d'exclure du prochain Sommet la République arabe sahraouie démocratique (RASD), pays fondateur de l'Union africaine avec lequel le Maroc a accepté de siéger en adhérant à l'institution panafricaine et en procédant à la ratification de son Acte constitutif, sans conditions et sans réserves. Une délégation de l'UA a tenu en septembre dernier, dans le cadre des travaux du comité conjoint chargé de préparer le 5^e sommet UE-UA, des réunions de travail avec le Groupe africain des ambassadeurs à Bruxelles et a eu des entretiens avec de hauts responsables du Service européen pour l'action. La délégation de l'UA a précisé, à ce titre, que des invitations pour participer au dit Sommet seront envoyées aux 55 Etats membres de l'UA.

Hani T.



Missiles balistiques

L'Iran n'entend pas renoncer

■ L'Iran poursuivra son programme d'armement, notamment balistique, autant que nécessaire, a déclaré, hier, le président iranien Hassan Rohani, alors que le Congrès américain prépare de nouvelles sanctions contre le programme de missiles de Téhéran.

Par Rosa C.

«**P**our défendre notre nation et notre intégrité territoriale, nous construirons toutes les armes dont nous aurons besoin», a déclaré M. Rohani lors d'un discours au Parlement diffusé par la télévision d'État. «Nous avons construit des missiles, nous en construisons et nous allons en construire car cela ne viole aucune règle internationale pas même la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies», a ajouté M. Rohani. Adoptée en juillet 2015, cette résolution a entériné l'accord sur le nucléaire iranien conclu entre l'Iran et le Groupe des Six grandes puissances (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie).

Cet accord a permis la levée des sanctions économiques onusiennes et occidentales imposées à l'Iran à cause de son programme nucléaire. En échange, l'Iran a accepté de brider celui-ci afin d'apporter la garantie qu'il ne cherche pas à se

doter de l'arme atomique. Sur la question des missiles, la résolution 2231 enjoint l'Iran «de ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des armes nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques pendant huit ans au plus». Depuis lors, l'Iran a réalisé plusieurs tirs d'essai de missiles balistiques. Téhéran justifie ces tirs en affirmant que la République islamique ne cherchant pas à produire des armes nucléaires, aucun de ses missiles n'est conçu pour porter de telles armes.

Mais pour plusieurs membres du Groupe des Six, notamment la France et les États-Unis, ces tirs ne sont pas conformes à la résolution 2231.

Le 26 octobre, la Chambre des représentants américaine a adopté en première lecture un projet de loi visant à imposer «des sanctions contre les entités du gouvernement iranien impliqués dans le développement du programme balistique du pays».

Dans un discours virulent contre la République islamique,

qu'il a accusée de semer le chaos au Moyen-Orient, le président américain Donald Trump a menacé mi-octobre de sortir les États-Unis de l'accord nucléaire «à tout moment» et a demandé au Congrès de prévoir de nouvelles sanctions économiques contre Téhéran.

Pour Téhéran, les nouvelles sanctions américaines et les déclarations hostiles de M. Trump constituent une violation de l'accord nucléaire de 2015. Devant les députés, M. Rohani a accusé une nouvelle fois les États-Unis d'être responsables de l'«insécurité» au Moyen-Orient.

R. C.



Catalogne

«Puidgemont est et restera le président», affirme son vice-président

Le chef de file des indépendantistes catalans, Carles Puidgemont, «est et restera le président de la Catalogne», a affirmé Oriol Junqueras, le vice-président du gouvernement catalan destitué par Madrid, dans une tribune publiée hier. «Carles Puidgemont est et restera le président du pays, et Carme Forcadell est et restera la présidente du Parlement, et ce au moins jusqu'au jour où les citoyens décideront du contraire lors d'élections libres», écrit-il dans le quotidien *El Punt-Avui*, dénonçant un «coup d'État contre la Catalogne». «Nous ne pouvons reconnaître (...) aucune des mesures anti-démocratiques que le Parti populaire (le parti de Mariano Rajoy) met en place depuis Madrid», poursuit Oriol Junqueras, moins de 48 heures après la proclamation d'indépendance de la Catalogne, un événement sans précédent dans

l'histoire de l'Espagne contemporaine. Fait marquant, Oriol Junqueras a signé cette tribune en tant que «vice-président du gouvernement de Catalogne», titre qu'il portait avant la mise sous tutelle de la Catalogne enclenchée par Madrid quelques heures après la proclamation vendredi par le Parlement catalan de la «République catalane».

«Nous aurons à prendre des décisions qui ne seront pas toujours faciles à comprendre dans les prochains jours», ajoute-t-il, qualifiant la «relation» avec «le gouvernement espagnol» de «relation de subordination arbitraire, capricieuse et de soumission. Ils n'ont jamais cherché à nous convaincre, et toujours voulu nous vaincre». Le gouvernement espagnol veut reprendre au plus vite le contrôle sur la Catalogne, dont la déclaration d'indépendance vendredi n'a obtenu aucune reconnaissance

internationale. Madrid avait reçu l'autorisation du Sénat de mettre en œuvre l'article 155 de la Constitution, jamais utilisé, pour prendre les rênes de la région et y «restaurer l'ordre constitutionnel». La numéro 2 du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria a été officiellement désignée pour diriger la région, après la destitution de l'exécutif catalan dans son intégralité et selon la presse de 150 heures responsables de l'administration.

Le pays a vécu une guerre civile (1936-1939) avant la dictature de Francisco Franco, jusqu'en 1975. Mais il a aussi été face au défi du séparatisme basque, marqué par quelque 40 ans de violences liées au combat de l'organisation séparatiste armée ETA, tenue pour responsable de plus de 800 morts et qui a renoncé à la violence en octobre 2011.

Afghanistan

Des policiers tués par des talibans

Plus d'une vingtaine de policiers afghans ont été tués dans des attaques menées contre leurs positions, hier et aujourd'hui, et revendiquées par les talibans, ont rapporté des responsables locaux. Cette nuit, les insurgés ont lancé une attaque coordonnée sur trois barrages de la police du district de Khan Abad, à l'est de Kunduz, la grande ville commerciale du nord-est, faisant 13 morts parmi les policiers, selon le gouverneur du district Hayatullah Amiri et le chef de la police, Abdul Hamid Hamidi. Selon ce dernier, «c'est l'unité rouge des talibans, leur groupe d'élite surtout présent à Kunduz et dans le Helmand (sud) qui a conduit l'assaut. Seul un policier a survécu et trois assaillants ont été également tués», a ajouté Hamid Hamidi. L'attaque a eu lieu en pleine nuit vers 3h00 (22h30 GMT), le long de l'autoroute Kunduz-Takhar, a précisé le gouverneur, selon lequel un humvee a été volé. «Les policiers dormaient quand les talibans ont attaqué leurs barrages. Malheureusement treize policiers ont été tués, deux ont survécu dont un en prenant la fuite», a-t-il détaillé. Un porte-parole des talibans,

Zabihullah Mujahib, a revendiqué l'opération, affirmant avoir saisi «un grand nombre d'armes et de munitions». Des dizaines de humvees ont été volés au cours de l'année aux forces de l'ordre, dont plusieurs ont été utilisés récemment, bourrés d'explosifs, pour perpétrer des attentats suicides contre des bases de la police et de l'armée. Les talibans ont également revendiqué une attaque survenue samedi à Ghazni (centre) qui a fait neuf morts et deux blessés parmi les policiers attaqués. L'assaut a commencé à l'aube et duré deux heures, selon le porte-parole du gouverneur provincial, Mohammad Arif Noori. Le chef de la police provinciale, le général Mohammad Zaman, a confirmé ce bilan et indiqué que ses forces contrôlaient la base. Le même porte-parole des talibans a revendiqué l'opération conte deux «postes de police submergés». Les talibans ont récemment conduit une série d'attentats contre des bases militaires et de la police, principalement dans le sud-est et le centre, qui ont fait plus de 150 morts en cinq jours la semaine dernière.



Points chauds

Annexion

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump a maintes fois répété son amitié à Israël durant la campagne présidentielle et après son élection, il reste tout de même déterminé à tenter, comme ses prédécesseurs, de participer au processus de paix au Proche-Orient. Pour ce faire, son administration sait qu'elle ne peut permettre certaines initiatives de la part d'Israël. C'est ainsi que sous la pression de Washington, le gouvernement israélien a accepté cette semaine de reporter un vote du Conseil des ministres sur un projet de loi qui constituerait une annexion de fait des colonies de peuplement près de Jérusalem. Le texte baptisé «Grand Jérusalem» propose que les colonies juives de Cisjordanie, considérées comme illégales par la communauté internationale, passent sous la juridiction de la municipalité de la ville. Ce projet, soumis au vote du Conseil des ministres, a été présenté par un membre du Likoud, le parti conservateur de Benjamin Netanyahu. Un député du Likoud, David Bitan, président de la coalition gouvernementale à la Knesset, a indiqué que ce vote avait été reporté sur l'insistance des États-Unis qui font valoir qu'il pourrait compromettre les efforts de paix au Proche-Orient. «Il y a une pression de la part des Américains qui font valoir qu'il s'agit d'une annexion et que cela entrave le processus de paix», a déclaré David Bitan sur la radio de l'armée. «Le Premier ministre ne pense pas que c'est une annexion. Je ne le pense pas non plus. Nous devons prendre le temps de clarifier les choses avec les Américains. De sorte que si le projet est approuvé dans une semaine ou dans un mois, les choses seront moins problématiques», a-t-il ajouté. Les partisans de la mesure précisent que cela permettrait à 150 000 colons de voter dans la circonscription de Jérusalem aux élections municipales. Israel Katz, le ministre du Renseignement, qui est favorable à ce projet, ajoute que cela offrirait «une majorité juive dans une Jérusalem unie». Israël revendique l'ensemble de Jérusalem, y compris la partie orientale de la ville, comme sa capitale, ce que conteste la communauté internationale. Reste à savoir si la Maison-Blanche continuera à maintenir son désaccord face à l'insistance israélienne, pour qui le processus de paix ne semble plus avoir aucune valeur. Donald Trump malgré ses amitiés pour Israël serait ainsi bien inspiré de se montrer plus ferme sur le sujet délicat du dialogue avec les Palestiniens qui a, depuis l'arrivée de Netanyahu au pouvoir, été complètement oublié au profit de l'expansion toujours grandissante des territoires annexés, de fait, par l'État hébreu.

F. M.



La galerie «Seen Art»

Karim Meziani expose sa nouvelle collection

■ «Bleu mystique» est le titre d'une exposition de peinture du plasticien Karim Meziani, organisée à la galerie «Seen Art», à Alger. Ce vernissage invite le public à découvrir une série de toiles monochromes dominées par un bleu éclatant, fruit d'une longue recherche.

Par Abia Selles

La nouvelle collection du plasticien Karim Meziani présente une quarantaine d'œuvres non-titrées «pour susciter la lecture intrinsèque du visiteur», selon l'artiste.

Organisée à la galerie «Seen Art», sise à Delly Brahim (banlieue ouest d'Alger), elle se présente comme un affranchissement de l'esprit et une recherche de la perfection morale, basée sur la contemplation spirituelle de la vie dans ses symboles conduisant aux origines de l'humanité.

L'exposition, également baptisée par l'artiste «Le monochrome du sacré», met en valeur le fruit de 25 ans de recherche sur un mélange judicieux de pigments naturels qui a abouti au «Bleu Karim-Meziani», éclatant de lumière, qui extrait le regard du visiteur de l'ordinaire, invitant sa réflexion à emprunter les chemins de la méditation, pour découvrir, au bout, des explications surnaturelles à l'existence.

Soumettant l'émotion aux règles du soufisme, Karim Meziani déploie, dans des couleurs vives, une suite arithmétique où le chiffre «zéro» notamment, prend une dimension paranormale, révélant ses mystères dans plusieurs interprétations qui poussent toute recherche à explorer les profondeurs de l'être et aller au-delà de la réalité perceptible, sollicitant la pensée dans un mécanisme de réflexion augmenté.

Ainsi, la forme circulaire de ce même chiffre renverrait curieusement, argue le plasticien, à la «notion de cycle» qui régit le monde, à l'instar de la similitude des schémas sur la loi de la gravitation entre les planètes autour du soleil dans le monde de l'infiniment grand et des électrons autour du noyau dans le monde de l'infiniment petit.

Le «bleu mystique» en support à tous les sujets, les visiteurs ont pu apprécier le geste serein et minutieux de l'artiste, à travers le mélange subtil des couleurs qui «suscite l'apaisement et ravive l'espoir», de l'avis

d'un adepte des arts plastiques, dans un travail où la quarantaine de toiles dédiée à ce vernissage, constitue un «clin d'œil», voulu par l'artiste, à ses 40 années de carrière.

Travaillées en relief, les toiles, dont quelques-unes ont été mises sous verre car réalisées sur du papier fin avec la technique du repassage, présentent plusieurs formes géométriques accomplies dans la spontanéité du geste, avec pour idée récurrente plaquée au centre de la plupart des tableaux, la «Feuille d'or», symbole de civilisation et d'éternité et motif ornemental dans l'art islamique.

Après de longues années d'études, Karim Meziani, artiste passionné et éternel nomade, curieux de savoir et de comprendre, définit son œuvre comme «un travail sur le sacré et la spiritualité». Riche d'un parcours artistique jalonné de succès, il a exposé dans plusieurs pays, à l'instar de l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Angleterre, la Hollande, la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique.



PH. > D. R.

Salon international du livre d'Alger

Les participants évoquent l'absence de statistiques sur le lectorat

Des spécialistes de l'édition ont déploré, lors d'une rencontre organisée samedi au salon du livre, l'absence de statistiques d'identification sur le lectorat algérien et son impact sur le marché national du livre.

Au cours de cette rencontre, tenue en marge du 22^e Salon international du livre d'Alger (Sila), ces spécialistes ont relevé l'inexistence d'une identification sur profil du lecteur algérien pour définir les tendances du lectorat en termes de langues de lecture et de genres littéraires : des données qui, affirment-ils, pourraient orienter les éditeurs.

Pour l'ancien éditeur et libraire

re Sid Ali Sakhrî, ce profil du lecteur serait le meilleur outil pour déterminer les tendances du marché du livre et adapter la ligne éditoriale. Il regrette que le Sila ne soit pas parvenu, en 22 éditions, à fournir ces informations qui sont de «la plus haute utilité» pour le monde de l'édition.

Disponible dans plusieurs pays africains, cet outil permet aux éditeurs d'«investir» les créneaux les plus porteurs, explique-t-il, en s'appuyant sur l'exemple de l'office des statistiques sud-africaines qui «a aidé les éditeurs à investir le créneau du livre scolaire et des éditions

en langues locales». En 2013, le directeur du Centre national du livre (Cnl) avait déclaré que celui-ci devait mettre sur pied «un système statistique» permettant de suivre l'évolution du marché du livre, en termes de circulation, de lecture et de tendances du lecteur, afin de définir les différentes strates qui composent le lectorat algérien.

Ce projet n'a pas démarré, à ce jour.

Abordant les problèmes de l'édition en Algérie et dans le continent, Sid Ali Sakhrî a appelé à une «meilleure maîtrise des coûts de production», regrettant l'imposition, dans la majorité des

pays africains, de taxes élevées sur les intrants de l'industrie du livre.

Rebondissant sur ces propos, la sociologue et économiste Fatma-Zohra Oufriha a, pour sa part, regretté que le livre importé ne soit «pas taxé» dans ces pays, contrairement à la production locale «lourdement imposée» à travers les taxes indirectes.

Editeur et libraire sénégalais, Abdoulaye Dialo a estimé que l'édition dans son pays connaît les mêmes difficultés qu'en Algérie et ailleurs sur le continent : le marché africain demeure restreint, en raison de la fai-

blesse de l'édition dans les langues locales et le monopole des éditions françaises qui représentent 85% des parts de marché, précise-t-il. L. B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Basilique Notre-Dame-d'Afrique (Bologhine, Alger)
Samedi 4 novembre à 19h30:
Chant lyrique «Prières et invocations» avec la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li.

Palais des expositions de la Safex (Pins-Maritimes, Alger)
Jusqu'au 5 novembre :
22^e Salon international du livre d'Alger (Sila).

Horaires : 10h-19h30.
L'entrée est gratuite.

Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger)
Jusqu'au 9 novembre :

Exposition de l'artiste peintre Mohamed Chafa Ouzzani.
Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger)
Jusqu'au 31 octobre :

Exposition de peinture de l'artiste Dallel Halou intitulée «Le patrimoine en couleur».

Galerie d'art du Park Mall de Sétif

Jusqu'au 6 novembre :
Exposition «A la Lumière de l'émotion» de Lebciir Toufik.

M. K.

Prévue pour le 20 novembre à Oran

La littérature orale en débat

Une journée d'étude ayant pour thème «la littérature orale : place et rôle dans la société» est prévue le 20 novembre prochain à Oran, a-t-on appris samedi de l'association locale «Le Petit Lecteur», organisatrice de l'événement.

La rencontre a pour objectif de «contribuer à la valorisation du patrimoine immatériel en portant des regards croisés sur la littérature orale et sa transmission», a précisé à la presse

Djamila Hamitou, cadre de l'association indiquée.

Plusieurs chercheurs et conteurs prendront part à cette manifestation culturelle qui permettra d'aborder «les diverses formes et fonctions de la littérature orale aux plans artistique et social», a-t-elle expliqué.

La journée d'étude coïncidera avec l'ouverture, au siège de l'association, d'un centre de ressources documentaires spécifique aux «arts de l'oralité»

(contes, chants, poésie), a annoncé M^{me} Hamitou.

Depuis sa création en 1993, l'association «Le Petit Lecteur» s'est illustrée par ses actions pour la promotion de la lecture chez les jeunes, avec la mise à disposition de milliers d'ouvrages au sein de sa Bibliothèque Jeunesse.

L'animation d'un festival annuel du conte pour enfants figure également parmi ses réalisations majeures, outre des at-

eliers de formation consacrés à divers thèmes en rapport avec le recueil et la transcription de contes oraux.

L'association a, en outre, programmé un cycle de conférences qui sera lancé le 4 novembre prochain avec une première rencontre sur le penseur Mohammed Arkoun (1928-2010), animée par Ammar-Messaoud Belhasseb de l'université de Guelma.



Coup-franc direct

Désolant spectacle

Par Mahfoud M.

On croyait que la crise à la JS Kabylie était finie avec le départ de l'ancien boss, Moh Chérif Hannachi, décrié de toutes parts et qu'on a poussé vers la porte de sortie. L'arrivée de l'ancien joueur des Canaris, Hamid Sadmi, n'a pourtant pas réglé les choses puisque deux mois après son intronisation il est déjà sous pression. Des membres du directoire tentent de l'éjecter sous prétexte qu'il n'a pas tenu ses engagements en réglant le problème financier, lui qui avait promis de ramener une société italienne qui devait prendre en charge le club. Un spectacle désolant avec des accusations et des contre-accusations et des membres qui devraient plutôt sceller l'union pour faire avancer le club et le mettre dans les meilleures conditions, sachant que ce n'est pas en un laps de temps qu'on construit une équipe, après des années d'immobilisme et où l'ancien président s'accaparait, seul, tous les pouvoirs de décision en ne consultant personne. Les membres du directoire doivent savoir qu'on ne gère pas un aussi grand club de la sorte et qu'il faut plutôt aider ce nouveau président à prendre ses aises et aller de l'avant, surtout que l'instabilité ne fera qu'accroître la situation de l'équipe déjà difficile.

M. M.

Championnat wilaya de rugby Le Stade Oranais et Rugby club de Torro s'illustrent

LES CLUBS du Stade Oranais seniors et Rugby club de Torro se sont illustrés au premier tournoi de rugby toutes catégories comptant pour le championnat wilaya, disputé samedi au stade de hai «Fellaoucen» (ex-El Barki), à Oran. Chez les seniors, l'équipe du Stade Oranais a dominé tous ses adversaires, tandis que chez les jeunes catégories le Rugby club de Torro a rafilé les premières places. Le rugby à 7 est un sport en plein essor et connaît un engouement à travers le territoire national avec des affrontements très spectaculaires avec trois avants qui forment les mêlées et quatre arrières. La partie se joue en deux périodes de 7 minutes sur des mini terrains. Pour cette nouvelle saison, l'engagement des jeunes joueurs fut à la hauteur avec de belles actions dans chaque rencontre et de beaux essais démontrant de très bonnes dispositions pour l'oval. «Un tour-

noi en apothéose, dans lequel tous les joueurs ont montré un état d'esprit et du talent, ce qui est encourageant pour l'avenir», se sont félicités les organisateurs. «Les résultats importent peu. C'est la prospection qui intéresse le plus. Il s'agit là d'un tout premier tournoi officiel», a indiqué le président de la ligue wilaya d'Oran de rugby, Saad Ahmed. Plus de 200 jeunes participants minimes, cadets, juniors et seniors de la wilaya d'Oran s'étaient donnés rendez-vous au stade de hai «Fellaoucen» pour l'ouverture officielle du championnat d'Algérie de rugby. Tous avaient hâte de toucher le ballon oval et de franchir la ligne adverse. Chacun a défendu son maillot avec vaillance et dans un parfait esprit, offrant au public présent de belles prestations avec de l'engagement et surtout de beaux essais en bout de ligne après de belles passes entre coéquipiers.

Rallye auto d'Aïn Defla Les pilotes de Blida haut la main

Les pilotes de la ligue de Blida ont surclassé leurs homologues d'Alger au cours du premier rallye auto en ville, disputé samedi à Aïn Defla, et dont le coup d'envoi a été donné en matinée au niveau de la place des Martyrs. Organisée par la ligue des sports mécaniques de Blida et de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) d'Aïn Defla, sous l'égide de la Fédération algérienne de la discipline, cette manifestation sportive, qui s'est déroulée sur un circuit fermé de 1,7 km à raison de 5 et 9 tours selon les catégories, a drainé un nombre public avide de voir de plus près les pilotes à l'œuvre. Trente-huit pilotes activant au sein des ligues de Blida et d'Alger ont pris part à cette course organisée à la veille de la célébration du 63^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. «Indépendamment des résultats techniques, le plus important consistait surtout

à permettre aux habitants d'Aïn Defla de découvrir cette discipline», a expliqué le président d'honneur de la ligue de Blida des sports mécaniques, Kamel Boudjakdji. Il a précisé que les véhicules ayant pris part au rallye sont d'anciennes voitures reconstituées par des mécaniciens algériens, signalant que leur entretien a été pris en charge par les pilotes eux-mêmes. Il a toutefois expliqué que dans un souci d'une plus grande sécurité des spectateurs et afin de permettre aux pilotes de rester concentrés sur leur sujet, il était plus que «vital» de mettre en place des circuits fermés pour l'organisation de pareilles manifestations sportives. Selon lui, «le développement de cette discipline nécessite une plus grande implication des sponsors», faisant état d'un grand engouement pour cette discipline à l'échelle nationale, notamment de la part des jeunes.

Ligue 1 Mobilis (9^e journée)

La JSS et l'USMA euphoriques

■ L'USM Alger a atomisé le CR Belouizdad (4-0) dans un derby largement dominé par les Rouge et Noir, et qui s'était disputé samedi soir au stade de Bologhine pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1 Mobilis de football. Le MC Alger est également reparti avec une précieuse victoire (2-1) de son déplacement chez la lanterne rouge, l'USM Blida, au moment où la JS Saoura s'est emparée seule de la deuxième place, après sa victoire (4-2) contre le DRB Tadjenant.

Par Mahfoud M.

Deuxième finalistes malheureux en Ligue des champions, les Usmistes se sont replongés dans le championnat national en remportant un premier derby contre l'USM El Harrach (2-0), avant d'enchaîner trois jours plus tard par le Chabab, qu'ils ont étrillé (4-0), grâce à Benmoussa (7'), Ziri-Hammar (13' sp) et Derfalou, auteur d'un doublé (23' sp et 40'). Un deuxième succès consécutif pour les Rouge et Noir, grâce auquel ils rejoignent l'Olympique de Médéa à la 9^e place, avec 11 points, tout en ayant trois matchs en retard, susceptibles de les aider à améliorer un peu plus leur classement. De son côté, le CRB, dont c'était la première défaite en championnat cette saison, régresse à la 4^e place, qu'il partage avec le Paradou AC, avec 14 points chacun. A Blida, plus rien ne va pour l'USMB locale, n'ayant remporté aucun succès en neuf matchs. Le dernier club en date à avoir vendangé dans ses malheurs, c'est le MC Alger, ayant réussi à repartir avec une précieuse victoire (2-1). Après l'ouverture du score par Nekkache (8'), les Blidéens avaient cru l'espace d'un court instant qu'ils allaient peut-être inverser la tendance, après l'égalisation de Limame (63'). Mais le capitaine mouloudéen, Abderrahmane Hachoud, a surgi à la 88^e et a anéanti leurs espoirs

Résultats et classement :

JSK-USB	0-0
MCO-ESS	1-2
PAC-USMH	2-3
CSC-OM	1-1
USMB-MCA	1-2
NAHD-USMBA	1-1
USMA-CRB	4-0
JSS-DRBT	4-2



Les Rouge et Noir se reprennent de fort belle manière

(2-1). Un précieux succès pour le Doyen, qui se hisse à la 7^e place, avec 12 points, au moment où l'USMB reste lanterne rouge avec seulement deux unités au compteur. De son côté, le NA Hussein Dey a très mal démarré son match contre l'USM Bel-Abbès, avant de se ressaisir et de limiter les dégâts, puisque, après avoir raté un penalty par Harrag (35'), puis concédé l'ouverture du score devant Bouguelmouna (62'), les Sang et Or ont plus ou moins sauvé les meubles à la 66^e, en égalisant par Oukal (1-1). Un semi-échec à domicile qui maintient le Nasria dans le ventre mou du classement, avec neuf points, au moment où l'USMBA se hisse dans la première partie du tableau, avec douze unités. A l'instar du Nasria, la JS Saoura a mal démarré son match contre le DRB Tadjenant, puisqu'elle a commencé par concéder l'ouverture du score devant Demane (3'), avant de renverser la vapeur, entre autres grâce à son buteur-maison Mustapha Djallit, auteur d'un triplé aux 6' (sp), 28' et 51', alors que l'ancien usmiste, Bourdim, a clôturé le festival, en ajoutant un quatrième but à la 84'. Un excellent résultat qui propulse la JSS sur la deuxième marche du podium, qu'elle occupe désormais seule avec 17

points, alors que le DRBT reste bloqué à la 12^e place, avec neuf unités au compteur. Vendredi, en ouverture de cette 9^e journée, c'est le CS Constantine qui avait réussi la meilleure affaire, en conservant la première place du classement général, malgré son nul à domicile face à l'Olympique de Médéa (1-1), au moment où l'Entente de Sétif s'était emparée seule de la troisième place, après sa précieuse victoire chez le MC Oran (1-2). De leur côté, les Harrachis ont très bien réagi après leur défaite contre l'USMA, en remportant leur deuxième derby contre le Paradou AC (3-2). Mais ils restent premiers relégables avec sept points, au moment où le Paradou stagne à la 4^e place, qu'il partage avec le Chabab, avec 14 unités chacun. Pour sa part, le nouveau promu, l'US Biskra, s'est relativement bien débrouillé, malgré un déplacement difficile chez la JS Kabylie, d'où il a réussi à repartir avec un nul (0-0). Un assez bon résultat, qui permet au club des Ziban (avant-dernier) de creuser l'écart à quatre points sur l'USM Blida (dernier), au moment où la JSK reste scotchée à la 7^e place, qu'elle partage avec le MCA et l'USMBA, avec 12 points chacun.

M. M.

	Pts	J
1). CS Constantine	18	9
2). JS Saoura	17	9
3). ES Sétif	15	8
4). CR Belouizdad	14	9
-). Paradou AC	14	9
6). MC Oran	13	9
7). MC Alger	12	8
-). JS Kabylie	12	9
-). USM Bel-Abbès	12	9
10). USM Alger	11	6
-). Olympique Médéa	11	9
12). DRB Tadjenant	9	9
-). NA Hussein Dey	9	9
14). USM El Harrach	7	9
15). US Biskra	6	8
16). USM Blida	2	9

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Moudjahid et ancien ministre

Mohamed-Larbi Dmagh El Atrous inhumé au cimetière de Chéraga

LE MOUDJAHID et ancien ministre Mohamed-Larbi Dmagh El Atrous, décédé samedi à l'hôpital militaire d'Ain Naâdja, a été inhumé hier après la prière du Dohr au cimetière de Chéraga à Alger. L'enterrement a eu lieu en présence de plusieurs personnalités politiques, historiques et de membres du gouvernement, à leur tête le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Said Bouhadja et le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci. «Nous perdons aujourd'hui une grande figure de l'Algérie combattante. C'est un homme qui a sacrifié toute sa vie pour l'intérêt du pays et qui nous quitte à la veille de la commémoration du 63^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er}

novembre 1954», a déclaré le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, qui a assisté à l'enterrement du défunt. Le défunt est né en 1924 à Ouled Hbaba (wilaya de Skikda), où il a reçu sa première instruction et s'est imprégné des valeurs et principes du militantisme dans les rangs du mouvement national. Emprisonné après le déclenchement de la guerre de Libération nationale jusqu'en 1955, le défunt poursuivra par la suite son parcours de lutte pour l'indépendance de l'Algérie et le recouvrement de sa souveraineté nationale. Après l'indépendance, Mohamed-Larbi Dmagh El Atrous prendra part à l'édification des institutions de l'Etat algérien à travers les missions et les responsabilités qu'il assumera, dont celle de ministre de la Culture. K. L.

Ressources en eau

Des pépinières pour protéger les berges des barrages

UNE GRANDE opération de création de pépinières au niveau des barrages du pays vient d'être lancée par l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) pour protéger les berges, a affirmé à l'APS, hier à Constantine, le directeur d'exploitation du barrage de Beni Haroun (Mila). Qualifiant cette opération de «première», Azzeddine Lemanaâ a indiqué que celle-ci a déjà été entamée au niveau d'une dizaine de barrages à l'échelle nationale, «dotés de moyens et d'espace exploitable adéquats», dont celui de Beni Haroun. Ce même responsable a souligné, à ce propos, que ces pépinières vont permettre à ces ouvrages de «disposer de leurs propres plants d'arbres pour lutter notamment contre le phénomène de l'érosion des berges et réduire le taux d'envasement». Outre la produc-

tion de plants d'arbres forestiers qui serviront à fixer les sols et à combattre l'érosion, des plantes d'ornement seront également produites dans ces pépinières et auront pour rôle l'embellissement des sites des barrages, a-t-il précisé. Au total, 900 000 plants d'arbres ont été mis en terre au niveau des barrages du territoire national, cours de l'exercice 2016-2017, grâce aux efforts de l'ANBT en coopération avec la Direction générale des forêts (DGF) et les conservations des forêts de wilaya, a-t-il ajouté. Ces plants d'arbres ont été mis en terre à l'occasion des journées de l'arbre et de l'eau notamment, dont 25 000 au niveau du barrage de Beni Haroun sur une superficie de plus de 400 hectares, a soutenu M. Lemanaâ.

O. N.

Message de l'Institut français d'Alger

Inscriptions au Test de connaissance du français (TCF)

UN TRÈS grand nombre de candidats s'est présenté pour s'inscrire aujourd'hui (dimanche 29 octobre 2017) au test de connaissance du français (TCF) dès l'ouverture des portes de l'Institut français d'Alger. Le nombre de candidats était tellement important qu'il nous a été impossible d'inscrire tout le public présent. Les candidats pourront s'inscrire à partir d'aujourd'hui 30 octobre et toute la semaine, de 8h30 à 16h30, selon le calendrier suivant :

Les candidats dont les noms commencent par les lettres :
- A, B, C, D, E : lundi 30 octobre 2017 ;
- F, G, H, I, J, K : mardi 31 octobre ;

- L, M, N, O, P, Q : mercredi 1^{er} novembre (IF ouvert à titre exceptionnel) ;
- R, S, T, U, V, W, X, Y, Z : jeudi 2 novembre.

Nous rassurons les candidats souhaitant passer le TCF pour la procédure Campus France. Ils pourront le faire dans les délais. En effet, l'Institut français a doublé ses capacités d'inscription et de passation du test. Merci à tous de votre compréhension et de respecter le calendrier des inscriptions alphabétiques ci-dessus. Les inscriptions resteront ouvertes dans les semaines qui suivent selon les modalités habituelles, du dimanche au jeudi de 8h30 à 16h30.

Communiqué

Pénurie de beurre en France

BIENTÔT CHEZ NOUS CE SERA LA PÉNURIE DE YAOURT!



Djalou@hotmail.com

Des armes et des munitions saisies à Bordj Badji Mokhtar

L'armée multiplie les opérations antiterroristes

■ L'Armée nationale populaire (ANP) poursuit sa lutte sans merci contre le terrorisme, en cantonnant les groupuscules terroristes, récupérant des armes et munitions et en détruisant des caches dans les différentes régions du pays.

Par Louiza Ait Ramdane

Des armes et une quantité de munitions ont été saisies samedi par un détachement de l'ANP, et ce, suite à une patrouille de reconnaissance menée près des frontières, au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar. Un communiqué du ministère de la Défense nationale a précisé que «dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et lors d'une patrouille de reconnaissance menée près des frontières au niveau de la zone frontalière de Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire, un détachement de l'ANP a saisi, le 28 octobre 2017, une mitrailleuse lourde de calibre 14,5 mm, une mitrailleuse de type PKT et une quantité de munitions».

A Batna/5^e RM, un autre détachement de l'ANP a détruit quatre casemates pour terroristes contenant des vivres, des médicaments et autres objets, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté deux éléments de soutien aux groupes terroristes.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont inter-

cepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Salah/6^e RM, 17 personnes et saisi deux fusils de chasse, un camion, deux véhicules tout-terrain et 5 740 litres de carburant, tandis qu'un autre détachement a appréhendé, à Ouargla/4^e RM, un narcotrafiquant en possession de 24,5 kilogrammes de kif traité. D'autre part, des gardes-côtes ont déjoué, à Oran et Mostaganem/2^e RM, des tentatives d'émigration clandestine de 15 personnes, tandis que cinq immigrants clandestins de nationalité marocaine ont été interceptés à El Oued/4^e RM, conclut le communiqué. Vendredi passé, un élément de soutien aux groupes terroristes a été arrêté à Boumerdès par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a arrêté, le 27 octobre 2017, un élément de soutien aux groupes terroristes à Boumerdès/1^{er} RM», a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 26 octobre 2017 à El Oued/4^e Région militaire (RM,) le terro-

riste narcotrafiquant recherché, G. Mohamed Fares, tandis qu'un autre détachement a appréhendé deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Boumerdès et Aïn Defla/1^{er} RM. Cinq casemates pour terroristes ont été également découvertes et détruites à Batna/5^e RM, précise la même source.

Un terroriste a été arrêté mercredi passé à Batna par un détachement de l'ANP, grâce à l'exploitation efficace de renseignements, alors qu'une casemate pour terroristes contenant des outils de détonation a été détruite à Bouira. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 25 octobre 2017 à Batna (5^e Région militaire), le terroriste dénommé A. Sami, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit à Bouira (5^e RM) une casemate pour terroristes contenant des outils de détonation, des vêtements, des effets de couchage et une quantité de subsistances de vivre, précise la même source.

L. A. R.